

NOUVEL HAY MAGAZINE

SANS FRONTIÈRES

OTC

Mairie de Clamart

L'Association Sourires d'Arménie organise une conférence débat sur les conséquences de la guerre en Arménie en automne 2020:

Jeudi 28 octobre à 20h30

Salle des Fêtes Hunebelle à Clamart

Animée par Jean-Christophe Buisson, Directeur-adjoint du Figaro Magazine

Valérie Toranian, Directrice de la Revue des Deux Mondes

Jean François Colosimo, Directeur général des éditions du Cerf

Avec la participation de Hovanès Guévorkian, représentant officiel de l'Artsakh en France

Une conférence proposée par Sourires d'Arménie et l'Agence créative avec le soutien de la Mairie de Clamart

ARMÉNIE 1 AN APRÈS LA GUERRE...

L'ASSOCIATION « SOURIRES
D'ARMÉNIE » ORGANISE UNE
CONFÉRENCE DÉBAT SUR LES
CONSÉQUENCES DE LA GUERRE
EN ARMÉNIE EN AUTOMNE 2020

28 OCTOBRE - 20H30
SALLE DES FÊTES HUNEBELLE
PLACE JULES HUNEBELLE
CLAMART

AVEC LA PARTICIPATION

Hovannès GUÉVORKIAN
Représentant de l'Artsakh

Jean-Christophe BUISSON
Directeur-adjoint du Figaro Magazine

Valérie TORANIAN
Directrice
de la Revue des Deux Mondes

Jean-François COLOSIMO
Directeur général
des éditions du Cerf



AVEC LE SOUTIEN DE LA VILLE DE CLAMART

WWW.CLAMART.FR



1. Les Nouvelles d'Arménie

26 octobre 2021

[Aliev offre les églises arméniennes de Chouchi à l'Église russe - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](http://armenews.com)

Aliev offre les églises arméniennes de Chouchi à l'Église russe



Le 15 octobre, soit deux jours après la tenue de la réunion tripartite des chefs religieux russe, arménien et azéri à Moscou, l'Église orthodoxe russe annonçait la création d'un diocèse en Arménie. Après avoir rapporté cette nouvelle, le journaliste du site « 365 news.am » d'Erevan écrivait « indiquons également , que selon certaines informations, l'Azerbaïdjan s'apprêterait à transférer l'église Ghazantchétsots au [diocèse de] Bakou de l'Église orthodoxe russe. Cela aurait été décidé à l'occasion de la dernière rencontre des responsables religieux. Une déclaration officielle à ce sujet est annoncée pour la semaine prochaine ». A ce jour, aucune déclaration n'a été publiée par Etchmiadzine, par le Patriarcat russe ou par la direction des Musulmans du Caucase. Cependant quelques informations convergentes permettent d'affirmer que Bakou se prépare depuis un certain

temps à offrir les deux églises arméniennes - la cathédrale du Saint-Sauveur-de-Tous et l'église saint Jean-Baptiste - aux Russes. Les premiers éléments annonciateurs de cette nouvelle stratégie de Bakou se trouvent dans la presse de propagande de Bakou, si tant est d'ailleurs qu'il y en ait une autre dans ce pays.

Le 21 du mois de janvier 2021, le site « Lagazette.fr » publiait un premier article intitulé « Il n'y a pas eu d'église arménienne à Choucha - Faits historiques » dans lequel on pouvait lire une thèse très extravagante niant le caractère arménien du sanctuaire et attribuant sa construction à l'Église russe : « Il existe des documents d'archives prouvant que l'église orthodoxe, appelée Gazanchi, a été construite en 1887. Bien que cette église ait subi d'autres modifications au cours des années suivantes, elle a essentiellement conservé toutes les caractéristiques de l'architecture des églises orthodoxes russes. Ainsi, le dôme de la partie centrale de la structure a été démoli et surélevé de quelques mètres. En comparant les différences de formes, il devient clair que ce style architectural n'appartient pas à l'église arméno-grégorienne ». Du coup, on comprend mieux la campagne effrénée de restauration des autorités azéries qui tiennent enserrées dans des bâches le célèbre sanctuaire depuis des mois.

Le 19 mars, un second site azéri, « Contact », présentait une autre version de cette histoire en l'appliquant cette fois à l'église Saint Jean-Baptiste (Ganatch Jam) également détruite par l'armée azerbaïdjanaise. Cet article nous apprend que « l'église orthodoxe Saint-Jean-Baptiste, reconstruite et rebaptisée par les Arméniens Ganatch Jam, était l'une des deux églises russes du Karabakh ». Selon ses habitants originaires de la ville, des travaux seraient actuellement en cours pour redonner à l'église son « véritable aspect historique ... car à un moment donné, les Arméniens ont détruit le dôme en forme d'oignon typique de l'architecture russe et placé un cône pointu. Maintenant, cet élément étranger a été supprimé et le dôme sera restauré dans sa forme originale ». Enfin, l'auteur de l'article annonce « que le sanctuaire va être restitué au diocèse de Bakou de l'Église orthodoxe russe ».

Ces informations distillées jusque-là au compte-gouttes ont été confirmées par la publication d'un troisième article sur le site de « Daily news » de Bakou qui annonçait le 10 juillet dernier la visite à Chouchi d'une délégation inter-religieuse venue de Bakou. On y apprenait que « Le Président de la Direction des Musulmans du Caucase, le Cheikh-ul-Islam Allahchukur-Pachazadeh et des dirigeants d'autres confessions religieuses du pays ont visité l'Église orthodoxe

russe lors d'une visite à Shusha ». Et un peu plus loin « que tous les dirigeants des communautés religieuses chrétiennes d'Azerbaïdjan ont assisté à une cérémonie de prière commune à l'église... La réunion de prière s'est déroulée en présence de M^{gr} Vladimir Fekete, Ordinaire [évêque] de l'Église catholique romaine d'Azerbaïdjan, de Robert Mobili, chef de la communauté religieuse des Udis, de l'archiprêtre Constantine Pomino, porte-parole du diocèse de Bakou et d'Azerbaïdjan de l'Église orthodoxe russe ».

Dix jours plus tard, l'archevêque Léonide, récemment nommé « Evêque d'Erevan et des Arméniens » par le Patriarche Cyril I de Moscou, rencontrait le Catholikos Karékine II en sa résidence d'Etchmiadzine accompagné de M. Alexeï Sinegubov, représentant de l'ambassade de Russie en Arménie. Peut-être y a-t-il été question de ce troc qui se dessinait entre Moscou et Bakou, mais surtout de la demande de l'Église russe d'un terrain au centre de la capitale arménienne pour y bâtir sa future cathédrale. Le même jour, l'archevêque Léonide était reçu par l'ambassadeur de Russie, M. Sergeï Kopyrkin, afin « d'évoquer les intérêts de l'Église orthodoxe russe en Arménie et son statut légal ».

Difficile de ne pas établir de liens entre toutes ces informations. Il semblerait bien que nous ayons affaire au plan religieux comme sur le plan diplomatique à une véritable « coopération » entre Moscou et Bakou et dont Erevan ferait manifestement les frais.

Si au terme de la « Guerre des 44 jours », Moscou a obtenu en Azerbaïdjan une grande base (le Karabakh occupé), et gardé la main sur la « gestion des relations » entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, Bakou a obtenu une grande part de l'Artsakh et Chouchi (Récemment encore, Aliiev affirmait que son objectif premier était de voir le drapeau azéri flotter sur Shushi) et nous ne savons encore quoi de plus.

Concernant les aspects « religieux » de la situation, Moscou et son Église apparaissent aujourd'hui comme d'honorables « faiseurs de paix » et permettent à Aliiev une sortie acceptable sur la question des sanctuaires de Chouchi difficilement convertibles en lieux de culte musulmans ou albanais. Une destruction pure et simple des deux édifices aurait constitué une erreur de taille pour le pouvoir azerbaïdjanais très au fait des principes de la diplomatie internationale.



En acceptant la « tutelle » sur ces deux églises d'Artsakh, la Russie tente également de renouer avec une prétendue vocation de « protectrice des Chrétiens d'Orient ».

Du côté de l'Église arménienne, le bilan est extrêmement maigre, pour ne pas dire inexistant.

Son Catholicos a reçu une distinction des mains du Patriarche Cyril ainsi qu'un message exaltant une fois de plus « la fraternité multiséculaire entre les peuples et les Églises de Russie et d'Arménie » et peut-être aussi quelques promesses supplémentaires de garantir aux pèlerins arméniens l'accès aux monastères de Dadivank et d'Amaras. Mais nous connaissons déjà tous la valeur de ces promesses. On cherchera aussi sans doute à consoler les Arméniens en mettant en avant la préservation des deux sanctuaires de Chouchi, mais que vont devenir les milliers d'autres se trouvant sous occupation azérie ? La question se présentait sous un jour très différent pendant l'occupation soviéto-azérie puisque les Arméniens étaient présents et majoritaires dans tout le Haut Karabakh. Aujourd'hui, ces monuments ont perdu leurs véritables maîtres et leurs seuls protecteurs.

Enfin, c'est peut-être même l'indépendance de notre Église qui est aujourd'hui menacée par la création du diocèse de l'Église russe qui revendique pour son Primat le titre « d'Évêque d'Erevan et des Arméniens ». Certains évoquent d'ores et déjà une demande de l'Église russe de « récupérer » le terrain de l'église Saint

Nicolas détruite pendant la période soviétique. Par un hasard de l'histoire, elle se trouvait à l'emplacement de la statue de Sdépan Chahoumyan, l'un des 17 commissaires de Bakou fusillés en 1918. Une vue de l'esprit ?

Sahag Sukiasyan

2.Le Courrier d'Erevan

26 octobre 2021

[L'Arménie et l'Inde souhaitent utiliser le port iranien de Chabahar \(courrier.am\)](http://courrier.am)

L'Arménie et l'Inde souhaitent utiliser le port iranien de Chabahar

L'Arménie et l'Inde souhaitent utiliser le port iranien de Chabahar pour renforcer les routes commerciales. C'est ce qu'a déclaré le ministre indien des Affaires étrangères, Subrahmanyam Jaishankar, lors d'un briefing avec son homologue arménien, Ararat Mirzoyan, à Erevan.

Selon M. Jaishankar, le développement du port de Chabahar et l'activation du corridor de transport international Nord-Sud contribueront à stimuler le progrès économique dans la région. Il a noté que l'Arménie et l'Inde sont membres d'un corridor de transport international, ce qui ouvre de nouvelles perspectives pour le développement de la coopération économique entre les deux pays. Le ministre a ajouté que la partie arménienne a manifesté son intérêt pour l'utilisation du port iranien en tant que centre de transport important, car son utilisation, ainsi que le corridor de transport Nord-Sud, ouvrirait de nouvelles liaisons commerciales terrestres qui seraient beaucoup plus efficaces que la voie maritime.

« Ce projet crée des opportunités supplémentaires pour le progrès économique et la circulation des marchandises. Il ouvrira de nouvelles routes vers le Caucase et l'Asie centrale, et fait partie de notre initiative autour de laquelle nous travaillons

avec la partie russe », a-t-il déclaré.

Il convient de noter que Chabahar est le plus grand port d'Iran. C'est un point de transit stratégique pour les marchandises de l'Asie vers l'Europe. Le port a une capacité annuelle de chargement et de déchargement d'environ 8,5 millions de tonnes et peut accueillir des navires océaniques d'une capacité maximale de 100 000 tonnes. Il est également prévu d'ouvrir un aéroport international dans le port de Chabahar. Le port est exploité grâce à un investissement financier de l'Inde. En vertu d'un contrat entre l'Iran et l'Inde, l'exploitation du port est louée à l'Inde pour 10 ans et permet le transit de marchandises de la manière suivante : de l'Inde vers l'Afghanistan et les pays d'Asie centrale en passant par l'Iran, en contournant le Pakistan.

3.Le Courrier d'Erevan

25 octobre 2021

[Ce que la Turquie apporte dans les territoires libérés de l'Azerbaïdjan et comment elle le fait \(courrier.am\)](#)

Ce que la Turquie apporte dans les territoires libérés de l'Azerbaïdjan et comment elle le fait

Le premier porte-conteneurs transportant des semences de blé d'hiver a quitté la Turquie à destination du Karabakh cette semaine. Au centre logistique d'Apsheron, ils seront chargés sur des camions et envoyés dans les districts de Zangilan et de Gubadli, qui ont passé sous contrôle azerbaïdjanais il y a un an. [Raily News](#) rapporte que le porte-conteneurs est exploité dans le cadre du projet TURKUAZ, en coopération avec la direction générale des chemins de fer turcs, les chemins de fer azerbaïdjanais et géorgiens, afin d'accroître le trafic de marchandises sur la ligne Bakou-Tbilissi-Kars (BTK).

Cet itinéraire est attrayant car les connexions ferroviaires ininterrompues via le corridor médian, la ligne ferroviaire de la BTK et le tunnel de Marmaray permettent de réduire les temps de trajet. Des trains de marchandises circulent déjà entre la Turquie et la Chine, la Turquie et la Russie.

Hassan Pezyuk, directeur général du transport de marchandises aux chemins de fer d'État turcs, a expliqué que cela a été rendu possible par les investissements réalisés dans l'infrastructure ferroviaire de la Turquie depuis 2003.

M. Pezyuk a souligné que depuis la cérémonie d'ouverture officielle de la liaison ferroviaire Bakou-Tbilissi-Kars, qui a eu lieu le 30 octobre 2017, des progrès importants ont été réalisés et que le fait que 1,3 million de tonnes de marchandises aient été transportées sur la BTK jusqu'en octobre de cette année était une réalisation conjointe de la Turquie, de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie. Le nombre et la gamme de cargaisons transportées ne cessent d'augmenter, et l'efficacité de la route sera rendue possible par le porte-conteneurs qui sera acheminé régulièrement entre la Turquie et l'Azerbaïdjan.

Soulignant que, depuis la Turquie, ces trains de conteneurs partent des gares de Kesekey et de Mersin, le directeur général du transport de marchandises a fait remarquer : *« Ils vont au centre logistique d'Apsheron à Bakou. Nos trains, dont le premier est parti au premier semestre 2021, couvrent la distance entre la Turquie et l'Azerbaïdjan en 6-7 jours. Dans un premier temps, des cargaisons à destination de l'Azerbaïdjan sont expédiées deux fois par semaine depuis Istanbul et Mersin. À l'avenir, nous prévoyons d'augmenter leur nombre en fonction des besoins fournis ».*

Notant que le premier train complet de conteneurs à destination du Karabakh est parti de Tekirdag (près d'Istanbul) le 15 octobre, M. Pezyuk a déclaré : *« Il y a 28 conteneurs de blé moulu dans notre train. Les semences de blé nécessaires à la réhabilitation du Karabagh arriveront avant la fin de la période des semis afin que les premières plantations puissent être effectuées après le nettoyage des zones minées. Nous accordons une attention particulière aux trains pour garantir la livraison des semences. Notre train, qui part de la région de Tekirdag, passera par Marmaray et empruntera l'itinéraire ferroviaire Bakou-Tbilissi-Kars pour rejoindre la zone économique de l'Est de l'Azerbaïdjan dans les plus brefs délais ».*

« Turkuaz Express va augmenter la capacité de cette ligne et accroître sa compétitivité dans le transport de marchandises entre l'Europe et l'Asie. Bien que les liaisons de transport entre les pays aient été limitées pendant la nouvelle pandémie de coronavirus, le transport ferroviaire ne s'est pas arrêté un seul instant, jouant un rôle important dans le développement du commerce de notre pays. Et à cet égard, le transport ferroviaire a une fois de plus prouvé son efficacité », a déclaré M. Pezyuk.

Le porte-conteneurs a déjà transporté 50 000 tonnes de marchandises d'exportation et d'importation, et cette année, 38 000 tonnes supplémentaires seront transportées. *« Pour l'instant, nous ne transportons que dans des conteneurs, mais s'il y a une demande, nous commencerons à transporter dans des wagons de marchandises réguliers, c'est-à-dire ouverts ou fermés. Turkuaz Express augmentera notre chiffre d'affaires avec le pays ami et frère qu'est l'Azerbaïdjan et rapprochera encore plus nos pays »*, a conclu le directeur général des chemins de fer turcs.

Source: <https://vestikavkaza.ru>

4.Le Courrier d'Erevan

25 octobre 2021

Reprise des fouilles de l'ancienne ville arménienne d'Ani

Des fouilles ont commencé dans l'ancienne ville arménienne d'Ani, aujourd'hui située en Turquie. La ville a été détruite il y a plusieurs siècles, mais certaines structures ont survécu - les murs de la ville, l'église, le pont et une vingtaine d'autres. Ce sont ces derniers que les archéologues vont étudier.

Le début des travaux a été annoncé aux médias par le directeur de la faculté d'histoire de l'art de l'université du Caucase de Muhammad. Les fouilles sont effectuées sur l'ordre du président turc.

Les organisateurs des fouilles archéologiques estiment que l'exploration des ruines et des trésors culturels locaux de l'ancienne ville arménienne d'Ani contribuera au développement du tourisme dans la région. Il est à noter que les participants aux fouilles (35 archéologues et représentants de 12 institutions éducatives) feront tout leur possible pour préserver les artefacts découverts : « *Les travaux de conservation (ensemble de mesures temporaires visant à assurer l'intégrité physique et mécanique des pièces archéologiques immédiatement après leur découverte) ont commencé, notamment dans le bazar seldjoukide. Une équipe d'archéologues s'efforce de préserver les artefacts déjà découverts* », a déclaré M. Arslan.

L'agence turque Anadolu, qui a rapporté les fouilles, n'a pas mentionné l'origine arménienne d'Ani dans son article. Le texte sur l'histoire de la ville aux « mille églises » ne mentionne pas du tout les Arméniens. Les journalistes d'ArtsakhPress estiment que l'empreinte arménienne sera détruite lors des fouilles : « *Cette attitude des autorités turques à l'égard du patrimoine historique arménien, ainsi que la politique des autorités turques consistant à nier le génocide arménien dans l'Empire ottoman, il est facile de prédire que ces fouilles conduiront à la destruction de la trace arménienne, ce dont nous avons été témoins à de nombreuses reprises* ».

La ville médiévale arménienne aux 1001 églises d'Ani reste un mystère. La ville ne fait l'objet d'aucun matériel ou texte de vulgarisation scientifique. La raison en est peut-être le difficile voyage vers Ani. En tout cas, c'est une ville qui, aujourd'hui encore, compte des centaines, voire des milliers de temples.

Sources : DailySabah.com, ArtsakhPress.am

5.Les Nouvelles d'Arménie

26 octobre 2021

[Le gouvernement arménien réagit aux rumeurs sur une rencontre arméno-azérie à \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Le gouvernement arménien réagit aux rumeurs sur une rencontre arméno-azérie à Moscou

Alors que les rumeurs dans les media arméniens se font de plus en plus insistantes sur une rencontre au sommet à Moscou en novembre des leaders arménien et azéri au cours de laquelle la partie arménienne ferait plus de concessions encore à Bakou, le gouvernement arménien a dû réagir ce week end, dans le but de désamorcer des tensions que ne manque pas d'attiser l'opposition, qui annonçait un grand rassemblement à la date du 9 novembre, marquant le premier anniversaire de l'accord signé par le premier ministre arménien Nikol Pachinian et le président azerbaïdjanais Ilham Aliev, sous l'égide du président russe Vladimir Poutine, mettant fin à six semaines de guerre au Karabagh. Cette date, n'aurait pas fini de hanter le calendrier arménien, qu'elle a déjà marquée d'une pierre noire, puisque, selon certains media d'Arménie, dont Aliqmedia.am, Vladimir Poutine prévoit de marquer cet anniversaire en organisant une nouvelle rencontre, le 9 novembre entre Nikol Pachinian et Ilham Aliyev, qui pourrait donner lieu à des concessions majeures de la partie arménienne. Citant des sources diplomatiques arméniennes anonymes, un article signé de Tatul Hagopian, un journaliste reconnu de ce media dirigé par Arsen Kharidian, un ancien proche de Pachinian qui s'en était éloigné après avoir quitté son premier gouvernement, affirme qu'Aliyev et Pachinian vont signer deux accords relatifs à la démarcation de la frontière arméno-azerbaïdjanaise et à l'ouverture des axes de transport entre les deux Etats du Sud Caucase. Il précise que l'un de ces documents engagerait Bakou et Erevan à une reconnaissance mutuelle de leur intégrité territoriale. L'agence de presse russe RIA Novosti, de son côté, avait laissé entendre elle aussi qu'Aliyev et Pachinian pourraient se rencontrer à Moscou début novembre. Le porte-parole de Poutine, Dmitry Peskov, n'a toutefois pas confirmé cette information, préférant faire savoir que le Kremlin fera une déclaration officielle sur le sommet arméno-azerbaïdjanais si les parties concernées parvenaient à un accord sur sa date et son ordre du jour. Le porte-parole du ministère arménien des affaires étrangères, Vahan Hunanian, a indiqué, pour sa part, que “, pour le moment, aucune rencontre n'est prévue entre le premier ministre d'Arménie et le président de l'Azerbaïdjan”. “Il y a des

propositions pour différentes rencontres sous différents formats, qui sont actuellement en discussion”, s’est contenté de déclarer Hunanian dans un message écrit posté sur Facebook en ajoutant : “J’aimerais aussi souligner que les ‘informations’ propagées sur cette question par certains cercles sont clairement de nature provocative et ne correspondent pas à la réalité”. Hunanian a rappelé dans le même temps que Erevan s’est engagé à commencer le travail relatif à la démarcation des frontières et à la réouverture de la frontière arméno-azerbaïdjanaise pour le transport des marchandises, dans l’esprit de l’accord de cessez-le-feu négocié par Poutine. Pachinian n’a pas personnellement commenté cette question lundi 25 octobre alors qu’il se trouvait au Parlement arménien pour présenter le projet de budget 2022 de son gouvernement aux députés. Nettement plus prolixe habituellement, il a d’ailleurs évité de répondre aux questions des députés à ce sujet et d’en discuter avec les journalistes. Les députés représentant le parti Contrat civil au pouvoir quant à eux, n’ont guère été plus disert, certains affirmant ne pas être informés de quelque accord en préparation entre Bakou et Erevan, d’autres refusant de s’exprimer sur une telle éventualité. “J’attends de voir le contenu d’un document qui nous sera présenté par notre gouvernement”, a indiqué Hrachya Hakobian, qui est aussi le beau-frère de N.Pachinian, en disant se refuser à “commenter maintenant ce que rapportent les media étrangers ». Ces informations ont en revanche suscité les inquiétudes manifestes des leaders de l’opposition arménienne et d’autres détracteurs de Pachinian. Ils en ont profité pour réitérer les allégations selon lesquelles Pachinian prévoirait de faire de plus amples concessions territoriales à Bakou et de reconnaître la souveraineté de l’Azerbaïdjan sur le Karabagh. Artsvik Minasian, un député en vue de la principale formation de l’opposition, l’alliance Hayastan, a fait savoir qu’il s’emploierait à faire barrage à de telles concessions. “Même si un processus de négociation est en cours, il doit être rendu public ou au moins impliquer les principaux acteurs politiques et de la vie publique”, a déclaré Minasian lors d’une conférence de presse en soulignant que “les autorités ne peuvent persister dans la voie du secret”. Un autre représentant de Hayastan, Ishkhan Saghatelian, avait annoncé à la fin de la semaine dernière que l’alliance dirigée par l’ex-président Robert Kotcharian allait prochainement appeler à un rassemblement à Erevan pour tenter d’empêcher un “nouvel accord de capitulation”. Le Kremlin a déjà accueilli une rencontre trilatérale (Poutine, Aliyev et Pachinian) en janvier. Les trois leaders avaient alors décidé de mettre sur pied une commission russo-arméno-azérie chargée d’étudier les modalités pratiques d’un rétablissement des axes de transport. La commission s’était réunie à Moscou le 20 octobre, sur fond de

« signaux positifs » venant de Erevan qu'avait salués en amont le ministre azerbaïdjanais des affaires étrangères Jeyhun Bayramov, qui avait exprimé l'espoir qu'il se traduirait bientôt par des "résultats concrets". De son côté, V.Poutine avait exalté le rôle de la Russie dans le processus de négociations arméno-azéri, en affirmant jeudi qu'elle était la seule puissance médiatrice en mesure de les ramener à la table des négociations en vue d'une normalisation des relations entre les deux Etats du Sud Caucase, même si, dans le même temps, Moscou appelait à relancer les efforts en vue d'un règlement du conflit du Karabagh dans le cadre du Groupe de Minsk de l'OSCE.

6.L'Opinion

25 octobre 2021

Expulsion d'ambassadeurs: «Erdogan approche du point de rupture avec les partenaires occidentaux de la Turquie»

Pour Nicolas Monceau, spécialiste du pays, la menace d'Ankara d'expulser dix ambassadeurs de pays amis est d'autant plus surprenante que le ton était à l'apaisement ces derniers temps.

Les opposants à Recep Tayyip Erdogan accusent le président turc de chercher à détourner l'attention des difficultés économiques de la population en réclamant l'expulsion des ambassadeurs de 10 pays alliés, dont la France et les Etats-Unis, suite à leur appel à la libération immédiate de l'homme d'affaires Osman Kavala, emprisonné sans jugement. Le ministère des Affaires étrangères n'avait toujours pas appliqué dimanche les instructions du président turc, susceptibles de déclencher la plus grave crise diplomatique avec les pays occidentaux depuis son accession au pouvoir il y a dix-neuf ans.

Nicolas Monceau est maître de conférences en science politique à l'Institut de recherche Montesquieu-Université de Bordeaux. Il publie le mois prochain *Turquie: un dilemme européen?* aux éditions de l'Aube et à la Fondation Jean-Jaurès.

Comment expliquez-vous la dernière sortie du président turc, qui exige l'expulsion des ambassadeurs de dix pays alliés ?

Pour **Nicolas Monceau**, spécialiste du pays, la menace d'Ankara d'expulser dix ambassadeurs de pays amis est d'autant plus surprenante que le ton était à l'apaisement ces derniers temps

« Erdogan approche du point de rupture avec les partenaires occidentaux de la Turquie »

Seul contre tous

Les opposants à Recep Tayyip Erdogan accusent le président turc de chercher à détourner l'attention des difficultés économiques de la population en réclamant l'expulsion des ambassadeurs de 10 pays alliés, dont la France et les Etats-Unis, suite à leur appel à la libération immédiate de l'homme d'affaires Osman Kavala, emprisonné sans jugement.

Interview Gilles Sengès

NICOLAS MONCEAU est maître de conférences en science politique à l'Institut de recherche Montesquieu-Université de Bordeaux. Il publie le mois prochain *Turquie : un dilemme européen?* aux éditions de l'Aube et à la Fondation Jean-Jaurès.

Comment expliquez-vous la dernière sortie du président turc, qui exige l'expulsion des ambassadeurs de dix pays alliés ?

Cette volonté de Recep Tayyip Erdogan apparaît particulièrement spectaculaire. Elle est surprenante par rapport à l'attitude des autorités turques depuis le début de l'année. Il y avait jusque-là - tout du moins dans les discours - une volonté d'apaiser les tensions avec les partenaires traditionnels de l'Union européenne et de l'Otan, même si des tensions ont persisté par la suite. Il est possible d'ailleurs que les réactions turques aient surpris les signataires de l'appel à la libération immédiate de Osman Kavala. Elle peut, en tout cas, marquer une rupture avec ces partenaires occidentaux de la Turquie.

Quelle est l'influence d'Osman Kavala en Turquie pour créer une telle crise ?

C'est un cas extrêmement sensible. Cet homme d'affaires dont les Occidentaux réclament la libération immédiate est accusé d'avoir participé au coup d'Etat avorté de juillet 2016. Ce n'est pas la seule personnalité publique à avoir été interpellée à cette époque-

là. Il y a eu aussi beaucoup de journalistes et d'universitaires incarcérés pendant plusieurs mois. Présenté comme l'agent de George Soros en Turquie, il est emprisonné depuis quatre ans et le soutien de pays étrangers dont il bénéficie a peut-être cristallisé l'attention sur son cas. Manifestement, toute intervention de pays étrangers ou d'organisations européennes comme le Conseil de l'Europe ou la Cour européenne des droits de l'homme est mal venue pour les autorités turques. Cela peut s'expliquer par des raisons de politique intérieure alors qu'Ankara est confrontée à de graves difficultés économiques et sociales : poussée inflationniste, augmentation du chômage, dévaluation de la livre turque, etc. Le pays est par ailleurs isolé sur le plan international à la suite de ses actions dans le dossier de la Syrie et dans le conflit avec la Grèce, Chypre mais aussi la France, autour de la prospection gazière en Méditerranée orientale. Cela se traduit dans les sondages. Les intentions de vote en faveur


d'Erdogan avoisinent seulement les 30% alors que l'élection présidentielle aura lieu en 2023. Le président cherche, peut-être, à remobiliser sa base électorale en flattant ses sentiments nationalistes et à détourner l'attention des problèmes intérieurs du pays.

Il s'attaque aussi aux Etats-Unis...

Et à l'Allemagne, qui avait fait preuve de modération ces derniers temps ! Dans le cadre de sa tournée d'adieu, Angela Merkel a rendu visite, mi-octobre, à Recep Tayyip Erdogan à Istanbul, pour rappeler que malgré les différends, l'Allemagne avait toujours la volonté de coopérer avec la Turquie pour gérer la crise migratoire, un des enjeux majeurs de ces dernières années. Tout comme il s'était entretenu avec Emmanuel Macron, en juin, en marge du sommet de l'Otan, le président turc s'était félicité de son premier entretien « très productif et sincère » avec Joe Biden, lors de la même occasion. Il s'est toutefois plaint récemment du refus américain de lui livrer les F-35 que son pays a achetés.

Quelle peut-être l'ampleur des dégâts ?

Sur les dix pays dont les ambassadeurs sont menacés d'expulsion, sept sont membres de l'Otan. Ce qui pose la question de la place de la Turquie au sein de l'organisation, et de sa loyauté en tant qu'alliée. Cette affaire va nourrir aussi toutes les interrogations sur les relations avec l'Union européenne, voire amener certains au Parlement européen à prôner une rupture des négociations d'adhésion à l'UE, déjà au point mort. Car c'est un début de crise qui semble venir, à contre-courant d'une volonté d'apaisement de la Turquie avec ses partenaires occidentaux. On est au cœur du dilemme que représente ce pays pour l'Union européenne. L'UE a besoin de coopérer avec lui sur deux enjeux majeurs que sont la gestion de la crise migratoire et la lutte contre le terrorisme international (domaines dans lesquels la Turquie est incontournable), tout en étant contrainte de dénoncer les dérives autoritaires du régime.

@Gillesengès 



Recep Tayyip Erdogan à Ankara, le 11 octobre.

7.Le Monde

25 octobre 2021

[En Turquie, le jeu dangereux d'Erdogan \(lemonde.fr\)](https://www.lemonde.fr)

En Turquie, le jeu dangereux d'Erdogan

En menaçant de renvoyer dix ambassadeurs, dont ceux de la France, de l'Allemagne et des Etats-Unis, le président turc renforce son isolement diplomatique et met la Turquie à la merci d'une crise monétaire d'ampleur.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan aime toujours autant les coups d'éclat. En déplacement, samedi 23 octobre, à Eskisehir, dans le nord-ouest du pays, il a donné de la voix, réitérant la menace, proférée quelques jours plus tôt, de renvoyer « *le plus vite possible* » dix ambassadeurs en poste à Ankara, dont ceux de la France, de l'Allemagne et des Etats-Unis. Sept des pays visés sont des alliés de l'OTAN, six sont des membres de l'Union européenne, trois sont les principaux partenaires d'Ankara.

Lundi à l'aube, l'expulsion des diplomates, dont l'ambassadeur de France, Hervé Magro, semblait devoir être annoncée ce même jour, après la réunion du conseil des ministres prévue à 15 heures, que M. Erdogan préside, puisqu'il exerce désormais les fonctions de président et de premier ministre. Allait-il reculer ou choisir d'aller au-devant d'une crise inédite, dont il risque de ne pas sortir grandi ?

Samedi, le chef d'Etat turc semblait déterminé. « *J'ai donné l'ordre nécessaire à notre ministre des affaires étrangères, ces dix ambassadeurs doivent être déclarés personæ non gratæ le plus vite possible* », avait-il lancé à un parterre d'admirateurs. « *Ils vont apprendre à connaître la Turquie* », avait-il ajouté sous les acclamations de la foule.

Cette nouvelle algarade intervient après que les dix ambassadeurs visés, tous en

poste à Ankara, ont lancé un appel commun à la libération d'Osman Kavala, le mécène turc emprisonné depuis quatre ans sans jamais avoir été condamné. Dans un communiqué publié lundi 18 octobre, le Canada, la France, la Finlande, le Danemark, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suède et les Etats-Unis avaient réclamé un « *règlement juste et rapide de l'affaire* ». Cet appel a fait suite à une décision de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), laquelle a ordonné la libération du mécène, ce qu'Ankara refuse de faire.

A rebours de ses dernières intentions

La réaction du président Erdogan a été cinglante. Dans l'avion qui le ramenait d'une tournée en Afrique, il a menacé de renvoyer les diplomates signataires de l'appel. A première vue, sa déclaration semblait saugrenue, assimilable à une gesticulation. Surtout, elle allait à rebours des intentions qu'il affichait récemment, à savoir un recalibrage de sa politique étrangère vers une accalmie.

Mevlüt Çavusoglu, le chef de la diplomatie turque, ne savait plus sur quel pied danser. Chargé d'appliquer la décision présidentielle, il a un instant tenté de convaincre son patron que le moment était peut-être mal choisi. Renvoyer l'ambassadeur des Etats-Unis à quelques jours du sommet du G20, prévu pour se tenir samedi 30 et dimanche 31 octobre à Rome, n'était peut-être pas une bonne idée.

La suite est réservée aux abonnés.

8.Le Monde

25 octobre 2021

[Turquie : le mauvais calcul d'Erdogan \(lemonde.fr\)](https://www.lemonde.fr/turquie/article/2021/10/25/turquie-le-mauvais-calcul-d-erdogan_6088180_18.html)

Turquie : le mauvais calcul

d'Erdogan

Le président turc menace d'expulser les ambassadeurs de dix pays, dont les Etats-Unis, l'Allemagne et la France, à qui il reproche d'avoir signé un appel en faveur de la libération de l'homme d'affaires et philanthrope Osman Kavala. Un jeu dangereux.

Editorial du « Monde ». A quoi joue Recep Tayyip Erdogan ? Alors que les relations du président turc avec ses partenaires de l'OTAN et avec les pays de l'Union européenne (UE) sont déjà passablement tumultueuses, il prend le risque d'une dégradation plus profonde encore en menaçant d'expulser dix ambassadeurs en poste à Ankara, dont ceux de France, d'Allemagne et des Etats-Unis.

Samedi 23 octobre, M. Erdogan a déclaré qu'il avait « ordonné » à son ministre des affaires étrangères de déclarer *persona non grata* les ambassadeurs de dix pays - Etats-Unis, Allemagne, France, Pays-Bas, Danemark, Finlande, Suède, Canada, Norvège, Nouvelle-Zélande. Il reproche à ces pays d'avoir signé, le 18 octobre, un appel conjoint en faveur de la libération de l'homme d'affaires et philanthrope Osman Kavala, accusé d'avoir cherché à renverser le gouvernement et maintenu en détention provisoire depuis quatre ans.

M. Erdogan voit dans cet appel une ingérence dans les affaires intérieures de la Turquie. Les signataires ne se sont pourtant fait que l'écho d'une décision de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) qui, en décembre 2019, a ordonné la « *libération immédiate* » de M. Kavala, abusivement détenu selon elle. La Turquie est membre fondateur du Conseil de l'Europe, dont la CEDH est issue.

Crise monétaire

Si Recep Tayyip Erdogan va jusqu'au bout de cette menace, formulée dimanche pour la deuxième fois, les ambassadeurs seront contraints de quitter la Turquie. Le président turc se tirerait-il une balle dans le pied ? Décider de renvoyer d'un coup dix ambassadeurs, dont sept représentent des pays alliés du sien au sein de l'OTAN, c'est risquer d'ouvrir une crise diplomatique à l'approche du sommet du G20 à Rome, où il espérait s'entretenir avec le président américain, Joe Biden.

Soucieux de promouvoir le rôle géopolitique de la Turquie, M. Erdogan n'a pourtant jamais été aussi isolé. M. Biden, qui divise le monde en démocraties contre autocraties, n'a pas pour lui l'enthousiasme de son prédécesseur, Donald Trump, et l'a plutôt évité jusqu'ici. Ses relations avec l'UE, et en particulier avec la France, qui vient de conclure un pacte de défense avec la Grèce, sont compliquées ; les tensions provoquées par Ankara en Méditerranée orientale en 2020 et son rôle en Libye, où la Turquie a fait venir des mercenaires de Syrie, n'ont pas amélioré l'image du président. Et son rapprochement avec Vladimir Poutine, qui lui a procuré des systèmes de défense antiaérienne S-400, au grand dam de l'OTAN, semble tourner court : leur dernier entretien, à Sotchi, en septembre, a été bref et s'est terminé sans conférence de presse commune.

Une telle crise diplomatique, notamment avec ses partenaires commerciaux européens, risquerait aussi de précipiter la Turquie plus avant dans la crise monétaire. La monnaie nationale, qui a perdu près de 25 % de sa valeur par rapport au dollar depuis le début de l'année, se déprécie chaque jour un peu plus. Trois gouverneurs de sa banque centrale ont été limogés entre 2019 et 2021. L'inflation est en hausse, le pouvoir d'achat des ménages s'effondre.

C'est peut-être là qu'il faut chercher le ressort de cette dernière foudrue du président Erdogan : l'opposition le soupçonne de chercher, en jouant sur l'antagonisme avec les Etats-Unis et l'UE, à faire diversion sur la crise économique interne et son impopularité croissante, que confirment les sondages. Ce serait là un calcul à très courte vue. M. Erdogan ne peut plus se permettre le luxe de multiplier les crises.

9.20 Minutes

26 octobre 2021

[Turquie : Erdogan renonce à expulser les dix diplomates occidentaux \(20minutes.fr\)](https://www.20minutes.fr/actualites/1181117-2021-10-26-turquie-erdogan-renonce-expulser-dix-diplomates-occidentaux)

Turquie : Erdogan renonce à expulser les dix diplomates occidentaux

Les ambassadeurs occidentaux en Turquie ont « reculé » et « seront plus prudents à l'avenir », estime le président turc Recep Tayyip Erdogan

Le président turc, [Recep Tayyip Erdogan](#), a renoncé à expulser [les dix ambassadeurs occidentaux menacés](#) en raison de leur soutien à l'opposant Osman Kavala, a-t-il annoncé ce lundi, affirmant que [les diplomates](#) en Turquie avaient « reculé » et qu'ils « seront plus prudents à l'avenir ». « Notre intention n'était pas de susciter une crise », a poursuivi Recep Tayyip Erdogan, mais de protéger les droits souverains de [la Turquie](#), a-t-il ajouté.

Les Etats-Unis ont « pris acte » de la « clarification » du président turc, mais ont promis de « continuer à promouvoir l'Etat de droit » en Turquie. « Nous demeurons fermes dans notre engagement à promouvoir l'Etat de droit, promouvoir le respect des droits humains », a déclaré le porte-parole de la diplomatie américaine Ned Price.

« La justice turque ne reçoit d'ordre de personne »

Dans un communiqué publié samedi soir, le Canada, la France, la Finlande, le Danemark, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suède et les Etats-Unis avaient appelé à ...

...